

Quelle démocratie pour demain ?

Témoignage de Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle

J'ai été beaucoup, enfin longtemps, élu régional en Nord Pas de Calais et c'est mon 3ème mandat de maire à Loos-en-Gohelle, une commune de 7 000 habitants dans le bassin minier du nord de la France. J'ai été invité par les collectifs qui un peu partout en France essaient de réfléchir à une autre place du citoyen, puisque l'on a une crise de la démocratie, on a une crise de la confiance, et il faut rechercher des formules qui ne soient pas celles réactionnaires de l'extrême droite, ça reste à inventer.

Je suis membre d'Europe Ecologie les Verts, j'y suis resté, pour l'instant, parce que la forme « parti » est évidemment extrêmement insatisfaisante et, quels que soient les partis, ils ont des limites graves, des dérives, des formes d'impuissance, mais de tous les partis c'est quand même le parti écologiste qui me semble de loin le plus conforme à mon système de valeurs. J'ai été élu malgré le fait que je sois Vert, puisque moi je suis dans une région très populaire, tout le monde est mineur ou de famille de mineurs, on a 60% des gens qui ne paient pas l'impôt sur le revenu, on a 18% de taux de chômage.

En gros, être un écolo au pays des gueules noires c'est théoriquement une erreur de l'Histoire. Ce n'est certainement pas une étiquette, et je dirais même que l'étiquette, au contraire, peut paraître un handicap. Mais, ceci dit, dans la façon de conduire la ville, les politiques que l'on met en œuvre sont écologistes, et pour les habitants il y a une adhésion très forte. D'ailleurs pour eux, beaucoup de ce que je fais en tant que maire c'est du bon sens : récupérer les eaux, isoler les bâtiments, recréer des trames vertes, arrêter les pesticides, développer les circuits courts... on pourrait en citer beaucoup, c'est du bon sens.

C'est vrai que ça transcende un peu les lectures politiques, mais il y a une dimension organisationnelle globale qui classe un peu les gens sur l'échiquier. Ensuite dans la mise en œuvre du quotidien, c'est un peu d'ailleurs ce qui est évoqué ici avec « Curieuses Démocraties », c'est d'aller chercher l'implication de chacun, ce qui est le cœur de ce qui se fait à Loos, c'est l'implication habitante comme le ressort-même de l'action municipale.

J'ai une formule un peu lapidaire, je suis très opposé au terme de « démocratie participative » qui est une tarte à la crème et qui laisse à croire que venir participer à des réunions pour demander ce que l'on veut, ce que l'on souhaite, serait une bonne façon de faire de la démocratie. Je pense que c'est une erreur magistrale parce que participation sans responsabilisation égal piège à cons, pour moi. On est dans une posture de consommation de l'action publique de plus en plus forte, tous les élus peuvent en témoigner : « je paye mes impôts donc j'ai droit... », et l'on n'est plus dans la construction d'une logique d'intérêt général, ou en tout cas de moins en moins, mais dans une forme de satisfaction de ses intérêts particuliers.

Si l'on se contente d'être dans une approche d'écoute, de mon point de vue on est vraiment très très loin de ce qu'il faut faire. De mon point de vue, ce qu'il faut c'est faire monter les habitants en capacitation, les auteurs anglais appellent cela l' « empowerment », retrouver du pouvoir d'agir, et à ce moment-là contribuer à la construction de l'intérêt général et à la ville, et pas seulement être dans une position de demandeur, ce que le terme de démocratie participative peut parfois laisser induire.

Ce que j'essaie de faire à Loos, c'est de créer des processus d'implication, créer des processus de participation. Le meilleur exemple que l'on ait ce sont les fifty-fifty, à peu près une cinquantaine qui ont été développés en une dizaine d'années. C'est à l'initiative d'habitants, des projets coconstruits sur lesquels, au bout du processus de construction, on a signature d'un contrat entre ce que va faire la ville et ce que vont faire les habitants : cela peut aller du nettoyage d'un grand site naturel utilisé par les associations de marche nordique à la réfection des chemins agricoles avec les agriculteurs, à l'embellissement d'un quartier où la ville amène des jardinières, des fleurs, et où les habitants vont désherber et arroser, c'est un exemple parmi un tas d'autres.

Et, au travers de ces processus-là, cela crée de la capacitation, cela crée de la montée en qualification des habitants qui se rendent compte que ce n'est pas si simple, qu'il y a du réglementaire, qu'il y a des enjeux financiers ; enfin la complexité de la chose publique est plus facile à appréhender et on a des habitants plus présents à la ville, plus pertinents, alors plus impertinents aussi puisqu'ils sont montés en qualification, mais il y a une capacité de faire qui est très importante, c'est un peu cela l'esprit de ce qui est développé à Loos sur le plan de l'implication habitante.

En tout cas pour moi, simplement laisser croire que l'on va créer des processus d'écoute, cela ne marche pas... et qu'il faut aller plus loin pour amener ... alors cela peut être aussi par la voie associative : par exemple on a vu un doublement du nombre d'associations à Loos qui sont autant d'espaces d'implication finalement ... attention à une participation qui ne serait que de faire : "je veux !" - parce que moi c'est mon quotidien - "je ne vais pas payer mes impôts parce vous n'avez pas déneigé devant chez moi" ... "je ne vois pas pourquoi je paierais autant d'impôts parce que je n'ai pas d'enfants et je n'ai pas à payer l'école"...

Cette posture-là, qui arrive progressivement, peut nous amener à quelque chose du genre "I want my money back", "j'ai payé mes impôts, j'en veux pour mes sous"... et cette posture-là de consommateur d'action publique, je pense qu'elle est très dangereuse et qu'elle est quand même à l'œuvre depuis quelques dizaines d'années et que ça monte en puissance.

Pour moi, tout ce qui est sujet d'enjeu, tout ce qui est sujet polémique, toute pétition, par exemple, - c'est vachement intéressant une pétition ! - dans l'immense majorité des cas, les maires voient les pétitions comme des remises en cause de ce qu'ils ont fait ; moi, je le vois comme la capacité d'un groupe : les gens sont allés taper à la porte de leurs voisins, ils ont présenté une feuille, enfin cela a créé un processus de construction collective qui est l'émergence d'une énergie collective. Donc, cela peut être une pétition, mais cela peut être les horaires de la petite enfance... et là on a des dispositifs de groupes d'appuis de population, avec les élus bien sûr, qui permettent de coconstruire le périscolaire, les horaires de la semaine de 4 jours... enfin dans une mairie vous en avez un million des projets qui impliquent les habitants. Et à chaque fois, ouvrir le jeu dans un processus où les élus restent les arbitres, parce que sinon c'est la question de la légitimité, que tous les processus de construction soient collectifs, ouverts, en donnant les bonnes informations, c'est garant d'une montée en qualité des habitants qui perçoivent mieux les enjeux. Et d'une meilleure application surtout, puisque quand on a été contributeur, par exemple, d'un schéma de fonctionnement du stationnement dans une ville, on va beaucoup plus l'appliquer que si on l'a vu imposé par la ville, donc c'est aussi garant d'une efficacité municipale.

Je pense que former les habitants, les citoyens, aux processus d'intelligence collective, à tous les outils qui vont avec cela, les postures et les savoir-être, qui apparaissent ou pas, c'est décisif, évidemment. Après, j'ai un pas de côté avec cette idée que l'on va faire des listes pour dire que l'on va en discuter en intelligence collective. Je suis très impliqué dans l'intelligence collective, j'ai plein d'amis à l'« Université du Nous », je baigne là-dedans mais ça marche quand on a affaire à des groupes volontaires, ou en tout cas qui se sont quasiment pas cooptés, le terme est excessif...mais, bon ...

Quand on est maire, on est maire de tout le monde. Cela ne suffit pas de dire : « quels sont ceux qui ont envie de participer à un processus d'intelligence collective ? » – là il faudrait un peu plus de temps pour développer – et en tout cas, cela veut dire que s'inspirer des méthodes de production collective, 100 fois oui, dire que du coup cela remplacerait des processus, notamment où les élus se présentent sur des programmes, sur des systèmes de valeurs, je pense que cela ne le fait pas. Il ne suffit pas de dire « on va se mettre ensemble on va décider ensemble ». Je pense que c'est un peu plus compliqué que cela, tout n'est pas résolvable dans le consensus ou, ce que disent les gens de l'intelligence collective, la capacité juste à émettre des objections, je ne confonds pas les deux. Ce n'est pas si simple que cela à l'échelle d'une ville ; à l'échelle de groupes associatifs, de copains, oui, 100 fois oui. Je le répète, j'ai plein d'amis et plein d'actions dans ce registre-là.

Je pense que dans une élection se jouent aussi des systèmes de valeurs : on met des pesticides, on n'en met pas ; on a un mode d'agriculture ou on a un autre mode d'agriculture ; on privilégie la voiture, on ne la privilégie pas ; et que tout cela, ce doit être revendiqué d'une certaine manière, et porté.

Après, cela ne veut pas dire que l'on est dans un processus où on l'impose, mais je pense que l'on est ... oui, il y a besoin de formuler un peu un certain nombre d'orientations, enfin c'est ma conviction.